

Monsieur Elio DI RUPO
Ministre-Président de la Wallonie
Rue Mazy, 27
5100 NAMUR

2020/g1ter
LS/KB

Liège, le 29 avril 2020

Concerne : « Get up Wallonia » Dynamique de relance de l'activité pour l'avenir de la Wallonie

Monsieur le Ministre-Président,

Après avoir géré l'urgence liée à la crise Covid-19, le Gouvernement wallon prépare la sortie de crise en lançant l'opération « Get up Wallonia », destinée à diminuer les impacts économiques et sociaux de la crise, relancer l'activité socio-économique, renforcer la résilience de notre société et sa capacité à relever de nouveaux défis.

Nous soutenons la nécessité d'une telle démarche concertée et coordonnée en insistant sur l'importance d'une réflexion commune sur les enjeux transversaux identifiés, notamment au sein du groupe de pilotage. La situation de la Région nécessite une implication et une concertation fortes des interlocuteurs sociaux, du CESE Wallonie, dans la démarche, aux côtés des autres acteurs légitimement identifiés.

Si l'on peut tirer un enseignement de la crise Covid-19, c'est l'intime degré d'imbrication des dimensions sanitaires, sociales, économiques et écologiques. Les politiques de soutien et de reconstruction économique doivent plus que jamais poursuivre un triple objectif économique, social et écologique, en s'inscrivant notamment dans les lignes directrices du « green deal » européen. Le plan de transition, en vue duquel le CESE Wallonie a rendu l'avis A.1437 le 27 novembre 2019 dans lequel il a identifié 14 projets ou actions stratégiques, devrait pour partie constituer la base de la dynamique de relance de la Wallonie.

En pratique, ces politiques doivent évidemment viser à une reprise économique, et ainsi, plus largement à des objectifs de bien-être et de prospérité. La crise a montré qu'elles doivent également s'orienter vers une économie résiliente, équitable et durable, en ligne avec la neutralité carbone en 2050, la circularité et la préservation de la biodiversité.

Les moyens financiers publics étant forcément limités, il est d'autant plus important pour le CESE Wallonie, que les politiques d'aides mises en place atteignent effectivement leur cible et amènent à l'essor des activités essentielles pour la prospérité et le bien-être dans notre région. Dans cet esprit, le CESE Wallonie tient à attirer l'attention du Gouvernement wallon sur le besoin d'atteindre un large consensus sur la vision des activités considérées comme essentielles pour tous les wallons, sur la cohérence des actions avec les objectifs du Green Deal, et, bien entendu, l'absolue nécessité d'une cohérence et d'une complémentarité des politiques de relance économique proposées par les différents niveaux de pouvoirs.

Le Conseil constate que la période post-crise pourrait être longue (entre 18 et 24 mois). Il faut donc prévoir des moyens suffisants pour couvrir les difficultés rencontrées par les entreprises de toutes tailles ainsi que par le secteur non marchand durant cette période, dans un premier temps, en matière de trésorerie, et dans un second temps, en matière de solvabilité. Il plaide donc pour un monitoring des mesures de trésorerie portées par les structures publiques de financement déjà mises en place, et pour leur renforcement si nécessaire. Il invite le Gouvernement wallon à pérenniser son soutien aux services et travailleurs des différents secteurs de l'action sociale, de l'aide et des soins particulièrement touchés par la crise COVID 19. Outre son rôle de contrôle, l'administration doit se positionner en partenaire des entreprises et des autres bénéficiaires.


Le Conseil plaide par ailleurs pour que la cellule de développement stratégique s'attèle à déterminer quels sont les secteurs ou sous-secteurs qui pourraient être amenés à se transformer, voire à être relocalisés notamment pour des raisons stratégiques et sanitaires. Cette analyse permettrait de mobiliser les outils de formation afin d'anticiper et d'accompagner la reconversion des travailleurs potentiellement impactés et des demandeurs d'emplois.

Le Conseil s'inquiète par ailleurs des conséquences de la crise sur le pouvoir d'achat des ménages et demande à ce que des mesures puissent être mises en place afin non seulement d'aider les ménages en difficulté mais également afin rendre la consommation de ceux-ci plus locale et plus wallonne, notamment grâce à la mise en place d'incitants couplés à des outils communicationnels.

En outre, vu le prolongement des effets de certaines des mesures régionales adoptées par arrêté sous l'emprise des pouvoirs spéciaux, le CESE veillera, par son analyse, à contribuer positivement à la sécurité juridique et à l'applicabilité des mesures prises ainsi qu'à leur cohérence avec les dispositifs existants.

Les organisations membres du CESE Wallonie demandent une mise en œuvre rapide de la démarche « Get up Wallonia » afin d'accompagner le déconfinement progressif. Espérant que vous puissiez répondre favorablement à cette demande et restant à votre disposition, nous vous prions de croire, Monsieur le Ministre-Président, à l'assurance de notre haute considération.


Luc SIMAR
Secrétaire général adjoint


Thierry BODSON
Président